Dernière Heure

LA MANIFESTATION du Pré-Saint-Gervais

Paris, 25 mai.

La manifestation antipatriotique qui avait été organisée par la Fédération socialiste de la Seine, a eu lieu cet après-midi au Pré Saint-Gervais.

La C. G. T. avait décidé, au dernier moment, après bien des tergiversations, de participer officiellement à la manifestation.

Les manifestants sont arrivés par groupes. Ils étaient très nombreux. Les groupes étaient précédés de drapeaux rouges enroulés.

Au meeting, MM. Jaurès, Laporte, Vaillant, etc., ont prononcé des discours contre la loi de 3 ans.

On ne signale pas d'incident sérieux.

Manifestations à Paris

Paris, 25 mai.

Des incidents se sont produits ce soir, à neuf heures, place Gambetta, devant la mairie du vingtième arrondissement, relativement à des élections au conseil municipal.

Un assez grand nombre d'électeurs, après avoir quitté les sections de vote, se sont réunis et n'ont pas tardé à en venir aux mains.

Des échauffourées assez vives se sont produites.

La police, qui a dû intervenir, a opéré cinq arrestations.

Le feu à l'Exposition de Gand

UN RESTAURANT ET LE PAVILLON DE L'INDE DETRUITS

Gand, 25 mai.

Un immense incendie s'est déclaré à quatre heures à l'Exposition de Gand, provoquant parmi la foule innombrable qui se trouvait amenée là par le beau temps une très grande émotion, mais sans panique fort heureusement.

Le feu a éclaté soudainement au restaurant Silleerstbal, qui a été en peu d'instants détruit. Il s'est communiqué avec une extraordinaire rapidité au Pavillon de l'Inde, où étaient entassées des merveilles.

Le pavillon d'Angleterre a été sérieusement menacé.

Gand 25 mai.

Les premiers résultats de l'enquête ouverte sur l'incendie qui a eu lieu à l'exposition de Gand sont les suivants :

Le feu a éclaté vers trois heures et demie dans des réduits situés entre une brasserie belge et le pavillon des Indes.

Ce dernier contenait une grande quantité de tapis et d'orfèvrerie.

Les vendeurs n'eurent que le temps de fuir, tellement le feu se propageait avec rapidité.

Les deux bâtiments, ainsi qu'un autre encore inoccupé, ont été détruits.

La section belge des Beaux-Arts attenant à ce bâtiment a couru les plus grands dangers.

Elle a pu être préservée, grâce à la promptitude des secours.

Les dégâts sont évalués à plus de 300.000 francs.

DANS LA RÉGION

Un ouvrier écrasé à Waziers

M. Hippolyte Théry, 27 ans, né à Férin, accrocheur à la fosse Gayant de la Compagnie des Mines d'Aniche, à Waziers, a été tamponné par une rame de wagons et horriblement mutilé. Le malheureux fut tué sur le coup.

Dans la matinée de dimanche, le corps de M. Théry fut transporté à son domicile, à Douai, rue du Temple. Il laisse une veuve et deux enfants, âgés de 3 ans et demi et 7 ans.

LILLE

AU 16e CHASSEURS

Une adresse du commandant Laignelot

On sait que diverses sanctions ont été prises contre certains soldats de la garnison de Lille. A la suite des recherches entreprises on a découvert une brochure de la « Fédération générale socialiste » contre la loi de 3 ans.

Au 16e chasseurs, le soldat Lauratte a été trouvé porteur de publications antimilitaristes et d'une lettre dans laquelle il demandait à un journal la publication d'un article contre un officier.

Ce soldat sera traduit devant le Conseil de guerre. Des mesures ont été prises pour enrayer la lamentable propagande antimilitariste.

M. le commandant Laignelot, du 16e chasseurs, a fait suivre la publication des sanctions ministérielles de la vibrante adresse que voici :

« En portant l'ordre général n° 8 à la connaissance du bataillon, le commandant tient à exprimer à nouveau à ses chasseurs toute la peine qu'il éprouve d'être obligé de leur parler de faits qui resteront une des pages les plus douloureuses de l'histoire de l'armée française.

« Certes, il a la plus grande confiance dans l'excellent esprit des chasseurs du 16e bataillon, dans leur dévouement, dans leurs sentiments de patriotisme éclairé ; ils en ont donné le témoignage en maintes occasions.

« Cependant, si, oublieux de leurs devoirs et au mépris de l'uniforme glorieux qu'ils portent, quelques égarés se laissaient entraîner à un acte délictueux, le commandant réprimerait leur faute avec la plus rigoureuse énergie.

« Mais il est convaincu que ses chasseurs sauront se faire respecter eux-mêmes et montreront qu'ils comprennent la véritable solidarité en clouant au pilori quiconque se hasarderait à leur prêcher l'indiscipline.

« Ils n'oublieront pas qu'une fois dans l'armée, quelles que soient ses opinions personnelles et si respectables soient-elles, le soldat français n'a plus qu'un devoir : Rester discipliné, respecter ses chefs et leur obéir.

« Les sentiments de devoir, d'abnégation et de sacrifice qu'il manifeste ainsi sont autrement nobles et généreux que l'égoïsme jouisseur et individualiste qui, répandu facilement au cœur des masses, ravale les plus belles nations au dernier rang.

« Chasseurs du 16e bataillon, rappelez-vous les vertus de vos devanciers, ayez présents à l'esprit les actes de sacrifice héroïque dont ils furent coutumiers, et unissez-vous dans un effort salutaire, pour éviter que la beauté des pages de l'historique de votre bataillon ne soit ternie de quelque tache ! »

Ces paroles ont vivement impressionné les soldats du 16e bataillon.

NOUVELLES LOCALES ET REGIONALES

LE BANQUET DE LA LIGUE Républicaine démocratique d'Orchies

C'est hier après-midi qu'a eu lieu au milieu du plus vif enthousiasme le banquet annuel de la Ligue républicaine démocratique d'Orchies. Comme d'habitude, cette belle fête, qui aura pour résultat, nous en sommes convaincus, d'affirmer, s'il est possible, l'union des républicains de cette région, avait réuni un grand nombre d'adhésions. Son éclat fut enfin rehaussé par la présence de maints parlementaires.

Lorsqu'à midi et demi M. Maxime Lecomte et M. Hayez, sénateurs, Guislain, député du Nord, Droz, sous-préfet, descendent du train, M. L'Herminé, maire d'Orchies, qu'entourent la plupart des conseillers municipaux et de nombreux membres de la Ligue, se dirige au devant d'eux et leur souhaite la bienvenue.

La fanfare municipale, sous la direction de son chef, M. Sirnyve, exécute à ce moment la « Marseillaise » et bientôt un cortège se forme pour se rendre au café de la Paix, Grande-Place, et de là à la salle Lherminez-Conteau, où d'immenses tables admirablement dressées attendent les convives.

Pour le vingt-cinquième fois peut-être depuis la fondation de la Ligue, M. Maxime Lecomte préside. A ses côtés prennent place MM. Hayez, sénateur ; L'Herminé, maire d'Orchies ; Droz, sous-préfet ; Guislain, député ; Despringalle, adjoint au maire d'Orchies ; Bonnet, conseiller général ; Verdavoir, conseiller d'arrondissement ; E. D'Hooghe, avocat ; Berneuil, inspecteur primaire ; Richez, agent voyer ; H. Duponchel, chef de bureau à la préfecture du Nord ; Boucher, receveur des contributions indirectes ; Brille, receveur d'enregistrement ; Desmullé, juge de paix ; Boubes, préparateur à la Faculté des sciences ; Tantart, directeur de l'école de Wagnonville ; Quesnay, professeur à l'école de Wagnonville ; Défossé, avocat, secrétaire de M. Maxime Lecomte ; J. Tonnel, secrétaire de mairie ; Devaux, secrétaire de la Ligue ; Jules Leroy, vice-président de la Ligue républicaine ; Hubled, directeur d'école à Orchies ; Edouard Posteaux, président de la fédération républicaine du canton d'Orchies ; L. Lignon, receveur des postes ; Bardet, percepteur ; Jouvenet, instituteur honoraire à Faumont ; Wilmot, conseiller général de Sin, et Colmant, adjoint au maire de Sin, représentant le Cercle démocratique de Sin ; Blas, suppléant du juge de paix ; Jean Verdavoir, Bisiaux, chevalier du Mérite agricole ; Victor Cavroy, instituteur adjoint ; L. Ulmet, maire de Faumont ; Grobin, adjoint au maire de Faumont ; Bonte, président de la société de gymnastique d'Orchies ; Ferdinand Verdavoir, Ondant, H. Dhainaut, Lambert, O. Bulez, Naveau, Reubrez, Emile Monet, Bleuzet, Louis Gauvain, Ferdinand Caby, Jean Marchand, Louis Leblanc, Deloffre, conseillers municipaux à Orchies ; Loubert, conseiller municipal à Bouvignies.

Dans l'assistance nous remarquons la plupart des représentants des Ligues républicaines du canton qui ont tenu à venir affirmer leur sympathie à la Ligue d'Orchies.

Le repas fut servi avec soin et lorsque le champagne pétilla dans les flûtes, de nombreux orateurs prirent la parole.

On les écouta avec le plus profond respect et lorsque, le premier, M. L'Herminé, maire d'Orchies et président de la Ligue, se leva, d'unanimes applaudissements le saluèrent.

DISCOURS DE M. L'HERMINÉ

Maire d'Orchies

Messieurs,

Avant de donner la parole aux éminents orateurs qui ont bien voulu honorer notre banquet par leur présence, je tiens à vous remercier tous de l'empressement que vous avez mis à répondre à l'appel de la Ligue républicaine d'Orchies. Je suis persuadé d'être votre interprète à tous en adressant un dernier adieu à M. Georges Robert, journaliste intègre, républicain éprouvé qui vint si souvent nous apporter la bonne parole et que la mort impitoyable vient de nous enlever si brusquement.

Je remercie M. Maxime Lecomte de donner une nouvelle marque de sympathie aux républicains du canton d'Orchies en acceptant la présidence de notre fête. Nous sommes tous heureux de le revoir en bonne santé et nous souhaitons tous qu'il conserve encore longtemps cette ardeur juvénile, cette bonne humeur qui nous charme.

Je remercie encore nos dévoués représentants au Parlement, MM. Hayez et Guislain, ainsi que MM. Bonnet et Verdavoir, qui se multiplient pour défendre les intérêts de notre région.

M. Droz, notre accueillant sous-préfet ; M. Wilmot, conseiller général, maire de Sin-le-Noble ; M. Berneuil, inspecteur primaire ; M. Tandart, directeur de l'école d'agriculture de Wagnonville ; M. Defossé, avocat, secrétaire de M. Maxime Lecomte ; M. D'Hooghe, avocat ; M. Boubes, MM. Duponchel, Quesnoy, Bisiaux, MM. les représentants de la presse.

J'ai à vous présenter les excuses de M. Domis, secrétaire de la sous-préfecture, qu'une légère indisposition prive du grand plaisir de se trouver parmi nous.

De MM. le docteur Leclercq, Musquefier et Farineaux, d'Aix ; Francis Godin, avocat ; Desprez, maire de Cappelle ; Mathieu, lieutenant des douanes, qui m'ont exprimé leurs regrets d'être retenus aujourd'hui.

Messieurs, je termine, car vous avez hâte d'entendre des voix plus autorisées que la mienne.

Je bois à votre santé, à celle de votre famille, à celle de la grande famille républicaine.

Les paroles de M. L'Herminé sont accueillies avec enthousiasme.

ALLOCUTION DE M. DROZ

sous-préfet

M. Droz, l'éminent sous-préfet de Douai, à qui la parole vient d'être donnée, exprima toute la joie qu'il éprouva de se retrouver à ce banquet, aux côtés de M. Maxime Lecomte, qui a supporté avec énergie ces temps derniers de cruelles souffrances et qui jouit aujourd'hui d'une florissante santé.

Ayant fait l'éloge de M. Paul Hayez, si dévoué aux intérêts du département, ainsi que de MM. Guislain, Bonnet et Verdavoir, M. Droz félicite les républicains du canton d'Orchies qui, par leur union, ont obtenu les résultats les plus satisfaisants.

En terminant, M. le sous-préfet, vivement acclamé, convie les assistants à lever leur verre en l'honneur du nouveau chef de l'Etat, homme de clairvoyance qui a toujours défendu avec énergie l'honneur et l'intérêt national.

DISCOURS DE M. GUISLAIN

M. Guislain, député de la circonscription, fait tout d'abord l'éloge de MM. Maxime Lecomte et Hayez, puis ayant fait appel à une union toujours plus grande des forces républicaines, il entretient l'assistance du Congrès de Berne.

« Je suis certain, dit-il, à ce sujet que le Congrès de Berne, vous intéresse, ce qu'il faut voir, ce fut le geste lui-même, geste de rapprochement, la main tendue avec le rameau de la paix ; c'est l'affirmation que les peuples entendent juger les gouvernements et c'est ce qui déplaît aux monarques, ce qui n'empêchera pas les événements de s'accomplir et la politique des peuples de s'opposer à celle des coteries qui les gouvernent.

La conférence a été ce que nous avions prévu : une répudiation énergique de toute solidarité dans les détestables campagnes d'excitations chauvines qui menacent d'égarer le bon sens et le patriotisme des populations ; c'est un engagement unanime d'exercer une action incessante dans le but de prévenir les conflits et de dissiper les malentendus, un appui chaleureux à la proposition de M. Bryan, secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, relative aux traités d'arbitrage.

Il a été décidé que le bureau sera constitué en Comité permanent et l'Assemblée lui donne mandat de convoquer périodiquement la conférence et de la réunir d'urgence si les circonstances l'exigent.

Elle demande que les conflits qui pourraient s'élever entre les deux pays, et qui ne seraient pas réglés par la voie diplomatique, soient déférés au Tribunal d'arbitrage de la Haye.

Toutefois, l'arbitrage loyalement accepté par les deux gouvernements pourrait ne pas éviter toute possibilité de guerre, aussi elle estima qu'un rapprochement de la France et de l'Allemagne faciliterait l'entente des deux grands groupes européens et préparera l'établissement durable de la paix.

L'histoire des dernières années a pleinement démontré la possibilité de cette coopération ; l'incident de Casablanca a été résolu par un arbitrage, à la satisfaction générale, bien qu'il mît en jeu des questions nationales. Les graves oppositions d'intérêt suscitées par les affaires marocaines ont été tranchées par une convention dont certains points furent vivement critiqués de part et d'autre, mais qui contient l'engagement de soumettre à l'arbitrage toutes contestations qui pourraient en résulter. Ceci constitue donc un précédent important pour le règlement pacifique de tous les différends.

Dans la cause balkanique, l'Allemagne et la France ont collaboré loyalement, d'abord à prévenir la guerre, puis à la localiser, enfin à y mettre un terme. Ces deux prétendues ennemies héréditaires se sont montrées de véritables gardiennes de la paix européenne.

La diplomatie de l'Europe ne fait que perpétuer et qu'accentuer, par son action, ou incertaine ou timide, ou ténébreuse, les causes de méfiance entre les peuples. Elle rapetisse complaisamment les horizons, elle n'ose les élargir ; elle en paraît incapable, se laissant dominer par une conception fausse de l'évolution sociale. Toutes les nations avant d'être atteintes directement dans leur chair, sont rongées par la gangrène de la paix armée.

Les excitations chauvines ne grisent plus assez les peuples pour qu'ils ne sentent la misère croissante de leur situation.

Par leur position géographique et diplomatique, la France et l'Allemagne sont plus particulièrement condamnées à subir la tyrannie du pesant fardeau. L'état actuel des choses ne peut durer plus longtemps, et, dès maintenant, il nous faut choisir une de ces trois solutions, ou la guerre ou la faillite prochaine, ou un arrangement loyal et durable.

En serrant de plus près la question, puisque personne ne saurait être partisan d'un conflit, il reste alors le rapprochement ; il nous faut l'aborder sans peur, en dédaignant les énergumènes qui pourraient nous taxer d'antipatriotisme.

C'est par de telles accusations que dans tous les siècles, chez tous les peuples, ces ennemis de la patrie lui ont donné des coups mortels et ont essayé d'étouffer la voix du bon sens, de la raison, du vrai patriotisme.

A ceux qui hurleraient à la guerre, je leur demanderais simplement : Voulez-vous en prendre la responsabilité ?

Je connais la réponse, personne ne veut la guerre. Eh bien, c'est pour cela qu'il faut trouver un remède décisif. Si la civilisation ne veut pas faire faillite, si le progrès n'est pas un mirage trompeur, s'il y a en l'homme autre chose que la force aveugle des instincts, la France et l'Allemagne, auront la volonté de faire un grand geste libérateur.

Assistance aux familles nombreuses. — Nous avons voté une série de lois organisant l'assistance aux familles nombreuses et aux veuves chargées d'enfants et privées des ressources nécessaires à leur entretien. Ce sera aussi le complément de l'assistance aux malades privés du nécessaire, votée par la loi du 15 juillet 1893 et de l'assistance aux vieillards infirmes et incurables, votée par la loi du 12 juillet 1905.

J'avais demandé, l'an dernier, et obtenu une subvention du ministère de l'Agriculture pour la Faculté des Sciences de Lille, pour l'étude du puceron qui cause tant de ravages dans la culture betteravière du Nord. Je poursuivais un idéal supérieur, celui de faire appel au concours de la Science pour rechercher, par la sélection, les semences les plus productives.

Nous avons obtenu la transformation en chaire de botanique appliquée, de la maîtrise de conférences de botanique à la Faculté des Sciences de l'Université de Lille et la création d'un laboratoire de recherches pour l'étude des maladies des plantes de la région du Nord.

Je remercie M. le Préfet et le conseil général d'avoir bien voulu décider l'inscription au budget d'un crédit pour l'entretien du laboratoire pendant les mois de novembre et décembre. Maintenant que le budget est voté au Sénat, je demanderai à M. le Ministre de vouloir bien faire appliquer le décret dans le délai le plus rapproché.

Bien d'autres réformes attendent d'être réalisées.

La loi sur les retraites ouvrières prête à des critiques justifiées, des corrections lui seront apportées.

Les lois sur l'invalidité et le chômage devront venir la compléter.

La réforme fiscale. — Un débat d'une grande importance a eu lieu dernièrement à la Chambre, au sujet de la réforme fiscale.

On n'a pas oublié que le projet d'impôt sur le revenu est actuellement au Luxembourg. Nous avons formulé nettement nos intentions à cet égard en votant un texte accepté par le gouvernement et qui fixe les délais dans lesquels les parties les plus urgentes de la réforme fiscale devront être solutionnées.

Dans ces conditions, il faut que le Parlement vote un impôt général sur le revenu personnel et global.

Je fais appel à l'union de tous les républicains de gauche et je leur demande de se grouper dans une action commune pour défendre la République laïque, démocratique et sociale.

Je mets mes actes d'accord avec ma conscience de citoyen et vous me trouverez toujours sur la brèche chaque fois qu'il s'agira de la défense des intérêts du pays. Je compte d'ailleurs sur vous tous pour collaborer avec moi, et de votre côté, vous pouvez compter sur tout mon concours pour faire aboutir nos revendications.

Je lève mon verre à la République et à l'émancipation humaine.

Comme les précédents orateurs, M. Guislain, dont les déclarations ont été écoutées dans le plus profond silence, est vivement applaudi.

ALLOCUTION DE M. HAYEZ

Sénateur du Nord

A M. Guislain succède M. Hayez, l'aimable sénateur du Nord, qu'il y a quinze jours à peine se trouvait encore au milieu des républicains de l'arrondissement de Douai et prononçait à Nomain un remarquable discours.

Après s'être félicité d'assister à cette belle fête, M. Hayez, dans une généreuse pensée, adresse un souvenir ému aux bons républicains disparus et notamment à notre regretté rédacteur en chef, qui, il y a deux ans, assistait au banquet de la Ligue d'Orchies et venait y apporter le concours de son talent et de son éloquence. Ayant fait appel ensuite à l'union de tous les républicains, M. Paul Hayes, dans des termes qui soulèvent les applaudissements de l'assistance, déplore les incidents qui se sont produits récemment dans nos régiments.

L'armée, dit-il, doit rester la Grande Muette. Elle est là pour l'application de la loi et la défense du pays.

C'est au Parlement seulement, ajoute M. Hayez, qu'il appartient de dire et les propositions qui lui sont soumises doivent être repoussées ou adoptées. Quant à l'armée, elle doit rester étrangère à ces discussions. Si la situation internationale exige quelque réforme, celle-ci sera votée, néanmoins le Parlement ne demandera pas au pays un effort au-dessus de ses forces.

Et M. Hayez en arriva ensuite à parler des élections qui doivent avoir lieu prochainement dans le canton. Il fait l'éloge de M. Verdavoir, auquel il assure le dévouement de tous les représentants du parti républicain, puis il termina en buvant à la Ligue, au Parti Républicain et à la victoire du parti républicain.

M. Hayez, dont l'allocution a été maintes fois interrompue par les applaudissements, est l'objet d'une chaleureuse ovation.

DISCOURS DE M. MAXIME LECOMTE,

Sénateur du Nord

M. Verdavoir donne ensuite la parole à M. Maxime Lecomte.

Après avoir adressé de cordiaux remerciements aux organisateurs de la réunion et aux orateurs qui l'ont précédé, M. Maxime Lecomte affirme que c'est pour lui une date mémorable dans son année, un jour que les Anciens auraient marqué d'un caillou blanc, que celui du banquet de la Ligue Républicaine du canton d'Orchies, qui lui permet de rencontrer de vieux amis, d'excellents républicains, de fidèles compagnons de lutte et de s'entretenir librement avec eux.

Il est de tradition de lui demander de parler sans l'apprêt ni la solennité d'un discours de quelques questions qui préoccupent l'opinion et il se prête volontiers à ce désir.

Au banquet précédent, il a assez longuement parlé de la réforme électorale. Il n'y reviendra pas. D'ailleurs, la question paraît bien reléguée au second plan et il est plus actuel de s'entretenir de la politique étrangère et des questions de défense nationale.

Le Parlement français, dit l'honorable sénateur, n'a pas la responsabilité de la politique étrangère ; du moins, il ne la prend pas. Il n'exige pas, comme en Angleterre, d'être mis au courant de l'œuvre des chancelleries. Il fait confiance au gouvernement et enregistre ses communications.

Je ne puis ni ne veux juger notre diplomatie ni celle de la Triple Entente. Nous savons qu'elle a jusqu'ici réussi à circonscrire le fléau de la guerre dans la région des Balkans et à s'interposer utilement en faveur de la paix. A quel prix le résultat a-t-il été obtenu ? Est-il réellement acquis ou au contraire, précaire et passager ? C'est ce que l'avenir nous apprendra et l'histoire qui fera la lumière sur ces événements.

La Triple-Entente en est-elle sortie affaiblie ? Devons-nous compter sur la fidélité de notre alliée la Russie et sur le concours éventuel de l'Angleterre ? Le gouvernement dit oui, mais ses résolutions porteraient à croire qu'il pense autrement, et que la France ne doit compter que sur ses propres forces en cas d'agression de la part de l'Allemagne.

Là-dessus, on peut avoir une opinion raisonnée.

L'Allemagne songe bien moins à attaquer qu'à se défendre. Elle se trouve isolée, entourée d'ennemis, « encerclée », affaiblie par le fait que ses alliés ont subi une notable diminution de leurs forces actives, surtout en argent et qu'ils se trouvent avoir des intérêts contraires d'où peuvent naître des conflits.

Voilà ce que je voulais vous dire et voici ce que je viens de lire dans l' « Etoile Belge », d'aujourd'hui de son correspondant de Rome, du 21 mai, concernant la politique du ministre des affaires étrangères de l'empire allemand.

« Jagow est convaincu que la guerre des Balkans et les succès des alliés ont mis l'Autriche dans une situation qui enlève à cette puissance la plus grande partie de sa valeur militaire pour la Triplice. La guerre italo-turque et la nécessité où est l'Italie d'entretenir pendant de longues années un corps important d'occupation en Libye ont également privé la Triplice, selon lui, du coefficient militaire italien. Jagow considère donc que l'Allemagne ne pourrait plus compter que sur ses propres forces, si la conflagration européenne, qui est très probablement au bout de la liquidation de la question d'Orient, finit par éclater ».

L'Allemagne nous a tâtés, pour savoir si nos intentions étaient agressives, et cependant la politique suivie par notre gouvernement devait la rassurer. La solution donnée à l'incident de Nancy lui a montré que nous étions très pacifiques.

Mais elle sait que les grands conflits entre nations sont à la merci d'un hasard, comme le disait le roi de Prusse, le grand Frédéric, et elle veut se préparer à toutes les éventualités. Elle veut maintenir l'écart qui existe au point de vue du nombre, entre son armée de terre et la nôtre, et quels que soient les moyens que nous employons, elle peut réaliser cette volonté.

Elle le voudra d'autant plus qu'elle s'attend qu'il ne soit pas question pour elle d'un duel avec l'une des puissances de la Triple-Entente et que l'Angleterre et la Russie sont intéressées comme nous, plus que nous, à lutter contre l'hégémonie allemande, contre le pangermanisme. Pour l'Angleterre surtout, c'est une question d'existence et elle ne peut laisser mettre en question sa maîtrise de la mer.

Les relations de haute amitié, de famille et de courtoisie entre souverains ne peuvent rien contre les intérêts vitaux des peuples.

L'Allemagne est donc, en cas de guerre, obligée de disposer un certain nombre de ses corps d'armée sur sa frontière orientale ; elle est obligée aux précautions nécessaires contre l'éventualité du soulèvement de l'Alsace-Lorraine.

Elle sait combien il lui serait sinon impossible, du moins difficile, de forcer notre nouvelle frontière de l'Est.

Elle aurait la ressource de violer la neutralité belge, et, dans cette prévision, nos voisins, qui tiennent à leur indépendance, modifient leur organisation militaire.

L'invasion de la Belgique, ayant pour conséquences possibles, en cas de succès des Allemands, l'annexion de la Hollande et de la Belgique et de la Flandre Française, c'est la défense du sol belge par l'armée de ce pays, c'est l'énergique et persévérante action de l'Angleterre qui risquera tout pour que ses rivaux n'aient pas Amsterdam, Rotterdam, Anvers et Dunkerque.

Les Italiens croient que le roi Edouard VII avait promis à M. Delcassé un corps de débarquement de cent cinquante mille hommes en cas de conflit avec l'Allemagne. On peut n'y pas croire, comme on le fait au delà des Alpes. Nous n'avons avec l'Angleterre ni traité d'alliance, ni convention militaire. Nous ne lui demandons rien. Mais les hommes d'Etat anglais et le peuple lui-même ne tarderont pas à comprendre que, l'Angleterre si elle veut rester une grande puissance et jouer son rôle, doit changer son mode de recrutement et avoir une forte armée de terre.

Si nous voulons considérer le duel entre la France et l'Allemagne, avec cet avantage pour notre ennemie que son armée active aura et conservera trois cent mille hommes de plus, nous ne devons nullement nous en effrayer.

Le soldat français a toujours été et restera notablement supérieur au soldat allemand. Le nombre n'est pas tout ; il n'est qu'un des facteurs de la victoire. Les autres, aussi et peut-être plus importants, sont l'armement, l'organisation, le commandement.

Nous avons largement consenti et nous consentirons encore tous les sacrifices financiers nécessaires pour que nos soldats soient bien armés et bien soignés.

Quant à l'organisation et au commandement, j'ai trop d'estime pour les chefs de notre armée, trop de confiance dans leur science militaire et leur expérience, pour douter de la valeur de cet élément essentiel du succès, le commandement.

Que nous soyons supérieurs aux Allemands, quand nous sommes bien organisés et bien commandés, ce n'est pas douteux, et je n'étonnerai personne en disant que l'expérience de la guerre de 1870 est décisive.

Nos premiers revers ont été causés par un défaut absolu d'organisation et par l'impéritie des généraux, et malgré les premières défaites, sans la marche sur Sedan, commandée par l'intérêt dynastique, et sans la trahison de Bazaine, nous aurions bouté les Allemands dehors, comme jadis Jeanne d'Arc l'avait fait des Anglais.

Rappelez-vous la composition de l'Armée du Nord : des mobiles, des recrues, des mobilisés, peu d'anciens officiers, très peu d'anciens soldats, des fusils de divers modèles, des tabatières, peu de chassepots, quelques batteries ; pas de cavalerie, des dragons éclaireurs et des gendarmes. Bourbaki avait déclaré qu'il n'y avait rien à faire avec de pareils éléments. Mais le général Farre livra bataille à Villers-Bretonneux et Faidherbe tint tête deux jours aux Allemands à Pont-Noyelles. A Bapaume, nous les avons vu fuir devant nous. A Saint-Quentin, nous avons dû nous retirer devant des forces sans cesse accrues par des renforts venant de l'arrière, et ces grands preneurs de canons, comme l'a dit notre général en chef, n'ont pas touché à nos batteries.

Sans exagération aucune, il faut conclure que ces soldats improvisés, mal armés, mais bien commandés, étaient supérieurs aux soldats allemands.

Pour l'ancienne armée, les batailles autour de Metz l'ont prouvé, comme ensuite, pour les armées de la Loire et de l'Est, Coulmiers, Nuits, Villersexel.

C'est pourquoi j'ai été un des promoteurs de la médaille du souvenir et j'ai soutenu la cause des Anciens Combattants de 1870 à la tribune du Sénat. Le souvenir de l'année terrible n'est pas décourageant ; il doit, au contraire, réconforter tous les vrais patriotes.

Vous voulez savoir maintenant mon opinion sur le retour au service de trois ans proposé par le Gouvernement. Eh bien ! Je réserve cette opinion.

J'ai vu immédiatement les graves dangers du projet :

— Recrudescence de l'antimilitarisme ;

— Diminution de la natalité, ce qui contribuerait encore à augmenter l'écart entre la population de l'Allemagne et la nôtre ;

— Diminution des forces vives de la nation; atteinte à sa prospérité ;

— Augmentation de la dépopulation des campagnes au profit des villes ;

— Aggravation des charges de l'impôt, qu'il est si difficile de bien répartir et de faire supporter par ceux qui, étant plus riches, peuvent payer davantage.

Tout cela est à considérer, mais toute considération devrait céder s'il était prouvé, comme le pense le Conseil supérieur de la guerre, comme le pense le Gouvernement, que la mesure proposée est indispensable pour assurer la défense nationale.

Penser ainsi, ce n'est pas être nationaliste, ce n'est pas vouloir une armée de prétoriens, ce n'est pas faire œuvre de réactionnaire ; et, d'excellents républicains, des radicaux comme Clémenceau, sont disposés à suivre le Gouvernement.

Permettons-nous, entre Français, de discuter librement, sans nous jeter des injures à la tête.

Les 3 ans ne sont pas un article de foi qu'il faut accepter aveuglément. On peut penser que la bonne solution du problème de la couverture n'en dépend pas nécessairement, sans cesser d'être un bon citoyen, un bon Français, un patriote.

Le Parlement fera son devoir en adoptant les mesures qu'il jugera nécessaires, et quand il aura décidé, tous auront le devoir de s'incliner et d'obéir à la loi.

Voici ce que je disais, il y a peu de temps, à Trélon, dans l'arrondissement d'Avesnes, dans une réunion où se trouvaient de mes anciens compagnons d'armes de 1870, des militaires et des chefs de sociétés de préparation militaire, de gymnastique et de tir:

En face de l'étranger, la France serait un camp où tous, quel que soit leur âge ou leur sexe, n'auraient qu'une pensée, qu'un sentiment, faire tous les sacrifices pour assurer le triomphe de la patrie. (Nouveaux applaudissements).

Nous saluons de nos encouragements et nous félicitons l'armée de l'avenir, notre jeunesse patriote, nos sociétés de préparation militaire, de gymnastique et de tir, qui devancent les obligations du service militaire et s'adonnent avec une persévérante ardeur aux exercices qui en feront d'utiles défenseurs de la patrie.

Dans l'armée d'aujourd'hui, depuis ses chefs les plus élevés jusqu'au dernier soldat, nous avons confiance. Nous savons qu'elle a silencieusement travaillé et qu'elle est à la hauteur de tous les devoirs, prête à parer à toutes les éventualités. Le pays lui donnera tout ce qui est nécessaire pour la composition de ses effectifs ; il permettra de lui donner les crédits nécessaires pour son casernement, pour son armement. (Applaudissement générale).

L'aéronautique militaire, qui est un de nos grands espoirs, vient de recevoir son organisation autonome. Rien ne lui sera refusé de ce qui est nécessaire pour son matériel, son personnel, les champs d'aviation. Dans un élan patriotique réconfortant, l'initiative privée a devancé et suscité l'action du gouvernement. (Applaudissements).

Est-ce à dire que nous voulons la guerre ? Que nous voulons provoquer un cataclysme qui, même chez les vainqueurs, causerait d'incalculables malheurs ?

Nous sommes résolument pacifiques ; mais nous sommes aussi résolument patriotes.

Nous voulons la paix, mais si elle est rompue par la faute de l'étranger, nous soutiendrons la guerre sans défaillance, avec la volonté de vaincre.

La dignité de l'homme est de regarder la mort en face.

La grandeur d'une nation, c'est de ne pas redouter la guerre. C'est en même temps son intérêt, car la crainte de la guerre peut la rendre inévitable. On ne respecte que les forts et ceux qui ont confiance dans leur force. La peur de la guerre, c'est le paratonnerre mal construit, qui attire la foudre au lieu de la détourner. (Applaudissements répétés).

Le coq gaulois doit être ferme sur ses ergots, et nous ne devons pas revenir à la politique avilissante de la paix partout et toujours, de la paix à tout prix. (Ovation prolongée).

Si l'arrogance teutonne, si les querelles d'Allemands obligent la France à sortir l'épée du fourreau, elle ne la rentrera qu'après avoir obtenu par la force la consécration du droit.

C'est par des applaudissements frénétiques qu'est accueilli l'intéressant discours de M. Maxime Lecomte, et comme il exprime la crainte, en terminant, d'avoir abusé de la patience des convives, on lui déclare de toutes parts que cette crainte n'est pas justifiée.

Et pour lui exprimer toute sa satisfaction, l'assistance bat un ban en son honneur.

DISCOURS DE M. E. D'HOOGHE

Avocat

M. D'Hooghe, se levant à son tour, s'exprime en ces termes :

« Tout à l'heure, en voyant à la boutonnière de votre président, pour la première fois, le ruban vert et noir, rappel d'un héroïque passé et peut-être appel vers un prochain avenir, je me disais que le destin ménage avec un sens profond ces rencontres qui sont des symboles. A l'heure présente une seule préoccupation domine les esprits, celle de la menace et celle du sacrifice nécessaire. Quelques jeunes gens ont hésité à le comprendre et quelques conspirateurs ont profité de cette répugnance pour provoquer des désordres sans comprendre quelle terrible réaction contre eux-mêmes et contre leurs idées ils risquent de susciter ainsi. Le danger n'est pas là : Ces jeunes gens se repentent déjà. Il est dans la tentation qu'une apparence de faiblesse peut susciter dans une nation qui n'estime que la force matérielle. Elle mesure à sa mesure le cœur français. Elle en ignore les ressaisissements soudains. Elle ne sait pas que dans les luttes nationales l'âme compte plus que le corps. Elle est pourtant inexcusable d'avoir oublié Valmy.

« Mais ne lui donnons pas une pareille tentation, quand même elle devrait apprendre, dans le sang, à connaître l'âme française, le sang n'en serait pas moins répandu. Que la France paraisse unanime comme aux jours récents du conflit marocain, elle aura fait plus pour la paix du monde par sa fermeté résolue que par toutes les apparences pacifiques, car c'est la peur qui provoque le danger. Je bois aux anciens combattants de 1870, aux vivants et aux morts ! »

Le discours, si littéraire, de M. D'Hooghe, est fort apprécié et l'orateur est vigoureusement applaudi.

ALLOCUTION DE M. VERDAVOIR

M. Verdavoir, conseiller d'arrondissement, adresse ensuite ses remerciements aux précédents orateurs pour les paroles aimables qu'ils viennent de lui adresser. Il ajoute :

« Je ne sais si elles me sont méritées. La Fédération cantonale me le dira au prochain congrès, si elle me confie à nouveau le drapeau républicain. Si je retourne au sein du Conseil d'arrondissement j'y resterai un ardent défenseur des idées de liberté, de laïcité et d'émancipation humaines.

Notre sympathique Sous-Préfet nous disait dernièrement, à Nomain, que notre canton était le plus stable de l'arrondissement au point de vue politique. A quoi le doit-il ? A la Fédération qui sut donner aux troupes républicaines de ce canton toute la force et toute la cohésion indispensables à la victoire.

Souhaitons donc à cette Fédération vitalité et prospérité.

C'est animé de cet espoir que je lève mon verre à la Fédération républicaine, à la France et à la République ».

DISCOURS DE M. BOUBES

M. Boubes, dont on aime toujours à entendre la chaude et vibrante parole, expose, après M. Verdavoir, la situation du parti républicain en face du parti réactionnaire.

Ayant montré les nombreuses œuvres accomplies par ce dernier, il estime qu'il est du devoir des républicains de faire une propagande plus active que jamais. Il émet aussi le vœu que les querelles qui ont pu survenir entre les membres du parti soient aplanies et que des groupements plus nombreux viennent affermir les positions de nos élus.

M. Boubes, dont les déclarations si justes sont fréquemment applaudies, termine en buvant à l'union de tous les républicains.

Aux discours qui ont produit sur l'assistance une profonde impression, succèdent bientôt les chansons et, vers dix heures, les convives, qui se souviendront longtemps, nous en sommes persuadés, de cette manifestation, se séparent enchantés. — O. D.

Carnet du Lecteur

FIANÇAILLES

Nous apprenons avec plaisir les fiançailles de notre ami, M. Gaston Barat, d'Arras, ancien président de l'Union des Etudiants de l'Etat, encore étudiant aux Facultés de Médecine et de Sciences, avec Mlle Thérèse Monceaux, de Noyelles-sur-l'Escaut, près Cambrai.

LILLE

NECROLOGIE

On annonce la mort de M. Victor [illegible], représentant de commerce, décédé subitement dans sa cinquantième année.

Le défunt avait dirigé, il y a quelques années, le Théâtre de l'Union de Lille.

Ses funérailles civiles auront lieu mardi, à dix heures du matin.

L'assemblée mortuaire sera tenue rue du Long-Pot, 167.